

RESUME PF2030 DU BURKINA FASO

JANVIER-JUIN 2022

Le BURKINA FASO S'EST ENGAGE AINSI:

Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/ planification familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multisectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les partenaires techniques et financiers d'ici à 2023.

Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.

Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030 ;

Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation

de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2021 à 2025 ;

Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescent-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025.

Sur la base du budget de 2021, augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025 ;

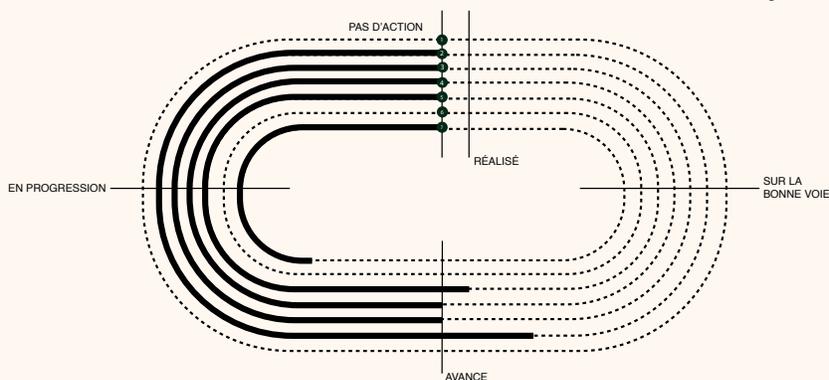
Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025.

Le Burkina Faso est-il sur la bonne voie pour réaliser ses engagements PF2030?

1. Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/ planification familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multisectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les partenaires techniques et financiers d'ici à 2023.
2. Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.
3. Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030 ;
4. Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations

en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2021 à 2025 ;

5. Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescent-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025.
6. Sur la base du budget de 2021, augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025 ;
7. Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025.



La création d'une instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso pour assurer la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/planification familiale reste problématique selon les données déjà obtenues quels que soient les efforts déployés par les différents acteurs de la PF.

Mais, le Burkina Faso avance fortement envers la réalisation de son engagement d'accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025 et ceci est attribué aux différents facteurs mais surtout les efforts du Ministère de la Santé en partenariat avec les parties prenantes en PF.

Aussi le Burkina Faso est en bonne voie d'augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030.

Egalement, le gouvernement du Burkina Faso est en bonne voie de rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/ planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025, grâce à la capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et le renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience (vulgarisation,)

Burkina Faso avance progressivement envers la réalisation de son engagement d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025 grâce aux plaidoyers et actions conduites par les différents acteurs en PF pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs.

Mais, le gouvernement du Burkina Faso n'a pas honoré son engagement d'augmenter annuellement d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits PF, car le montant pour les produits contraceptifs reste le même, 900 million FCFA depuis 2021 à la date de ce rapport.

Le Burkina Faso avance en moyenne vers la réalisation de son engagement d'amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025 grâce efforts de plaidoyers des partenaires de PF auprès des responsables pertinents.

Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multisectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les PTF d'ici à 2023

Actions de plaidoyer entreprises pour la création de l'instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso

La revue des différentes contributions des parties prenantes permet de confirmer que cet indicateur n'est pas réalisé. En effet, aucune instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso n'a été créée pour assurer la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/planification familiale. Certaines parties prenantes ont certes initié des actions dans ce sens, mais cela n'a pas abouti à la création d'une telle instance. Au contraire, avec le nouvel organigramme du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique adopté en 2022, il a été constaté un recul en ce qui concerne la coordination des questions de santé sexuelle et de la reproduction avec la suppression du Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique (ST/ATD) qui était rattaché au cabinet du ministre. En dépit du fait que cette instance n'était pas rattachée à la Présidence du Faso, elle avait selon l'arrêté n°2018-1296/MS/CAB du 20 décembre 2018 : « pour mission spécifique la conception, l'animation, l'appui technique, le suivi-contrôle et conseil auprès de toutes les structures intervenant dans la transition démographique. Cette mission consiste à assurer la coordination multisectorielle de toutes les interventions de transition démographique, à identifier et concevoir les meilleures stratégies d'intervention que les directions techniques devront mettre en œuvre en matière de santé sexuelle et reproductive et de suivre les progrès réalisés vers la capture du dividende démographique au Burkina Faso ». Cette disposition conférait au ST/ATD une mission de coordination multisectorielle des questions de santé sexuelle et reproductive, même avec un ancrage sectoriel au niveau du ministère de la santé. L'ensemble des parties prenantes doivent redoubler d'efforts dans le plaidoyer pour la création et le fonctionnement de l'instance multisectorielle de coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale sous l'égide de SEM le Président du Faso.

Information fournie par DSF, Mdm F, UNFPA, Jhpiego

Efforts fournis pour le fonctionnement de l'instance multisectorielle

L'instance multisectorielle n'est pas encore créée, aucun effort n'a été fourni pour son fonctionnement. Du reste, les données recueillies auprès des parties prenantes confirment bien cela. Aucune contribution n'a été enregistrée dans ce sens. L'ensemble des parties prenantes ont indiqué n'avoir pas contribué à la réalisation de cet indicateur.

Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.

Opérationnalisation d'une stratégie CCSC



Les informations recueillies auprès des parties prenantes confirme l'élaboration et la validation d'une stratégie CCSC dans le cadre du PN-PF 2021-2025 comme l'a indiqué le ST/ATD. Ce plan de communication a pour objectif général de promouvoir les comportements favorables à la santé reproduction et à la planification familiale d'ici à fin 2025. Il adresse des actions de communication selon différentes cibles du PN-PF (femmes, prestataires cliniques, Jeunes/Adolescent-e-s et, hommes, agents de santé à base communautaires).

Par ailleurs certaines parties prenantes, comme mentionné dans leurs contributions, ont également conduit dans le cadre de leurs différents plans d'action des activités de communication (CCSC) sur différentes thématiques de la santé sexuelle et reproductive, de l'éducation à la vie familiale (EVF), des Grossesses non désirées (GND)

Information fournie ST/ATD, DSF, UNFPA, JA, MSI, PROMACO, Jhpiego, HP+, EH, Plan International Burkina Faso, EquiPop

Mise en œuvre des stratégies à hauts impacts



Il existe de nombreuses activités menées vers cet indicateur dont : l'organisation de sessions de renforcement de capacités des prestataires y compris les ASBC, l'offre de services à travers les stratégies à haut impact (la PF PP, la PF Post abortion, la délégation des tâches du DMPA-SC par les ASBC, l'élaboration d'un document pour l'introduction dans le code de santé publique du DMPA-SC dans les officines pharmaceutique, l'offre de services avec les équipes mobiles. Cela confirme que la mise en œuvre des stratégies à hauts impacts se poursuit dans l'ensemble des régions du Burkina Faso. Cela permet d'indiquer que cet indicateur est réalisé.

Information fournie par ST/ATD, DSF, UNFPA, BURCASO, Mdm F, Jhpiego, ABBEF, Engenderhealth, MSI BF, IntraHealth

Efforts fournis pour la mobilisation de ressources en vue du financement continu du PMA



Des réponses auprès de certaines parties prenantes contribuant à cet indicateur montre que les actions conduites sur cet indicateur ne couvrent pas la période sous revue (janvier à juin 2022). Seul le ST/ATD, PROMACO, Jhpiego indiquent avoir conduit une action courant la période sous revue. Mais de manière concrète l'on peut indiquer que cet indicateur est en bonne voie en termes de réalisation, au regard des actions envisagées par ces structures dans le sens de mobilisation des ressources endogènes pour la poursuite du financement du PMA (Jhpiego, ISSP –PMA Burkina)

Information fournie par ST/ATD, PROMACO, Jhpiego,

Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030

Actions entreprises pour amener les produits et consommables SR/PF au dernier Km



Selon les données fournies par les structures ayant mené des actions pour cet indicateur, il s'avère que des efforts ont été faits pour amener les produits contraceptifs au dernier kilomètre. Toutefois, les données du rapport mensuel de la situation des stocks des produits contraceptifs indiquent que 8 produits contraceptifs sur 10 ont un bon niveau de stock, l'implanon est en rupture au niveau central du fait de l'indisponibilité au niveau international, le microlut est en sous stock. Cela montre que des défis subsistent en termes de disponibilité des produits au dernier Km. Cela permet de dire que l'indicateur est sur une bonne voie.

Information fournie par DSF, UNFPA, ABBEF, MSI BF, PROMACO, EH

Formation des acteurs sur le Net SIGL



En dehors de l'UNFPA qui indique apporter un appui technique à la formation des acteurs sur le Net SIGL, aucune autre partie prenante n'a rapporté avoir mené des actions dans ce sens. Cela permet d'indiquer que l'indicateur est sur la bonne voie.

Information fournie par UNFPA

Mise à échelle du Net SIGL



En dehors de l'UNFPA qui indique apporter un appui technique à la formation des acteurs sur le Net SIGL, aucune autre partie prenante n'a rapporté avoir mené des actions dans ce sens. Cela permet d'indiquer que l'indicateur est sur la bonne voie. En effet, les données indiquent que c'est la direction technique du ministère de la santé (Direction de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé (DCAPS)) qui implémente cette stratégie du Net SIGL.

Information fournie par UNFPA



GOUVERNANCE & LEADERSHIP



SYSTÈME D'INFORMATION SUR LA SANTÉ



PRESTATION DE SERVICE



RESSOURCES HUMAINES



FINANCE



PRODUITS ET TECHNOLOGIES MÉDICAUX ESSENTIELS

Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025.

Capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI



Les informations recueillies permettent d'indiquer que les structures contributrices ont effectivement conduit des activités de renforcement des capacités du système sanitaire et de ses acteurs pour assurer la continuité des services de santé sexuelle et reproductive en situation de crise aux populations dans les zones à forts défis sécuritaires (dotation en intrants et équipements, formation des prestataires en DMU, offre de service en équipes mobiles...). Le contexte humanitaire toujours préoccupant commande que les actions soient poursuivies afin de faire face aux sollicitations des populations vivant dans les zones à fort défi sécuritaire, notamment les adolescent-e-s et jeunes à une prise en charge holistique en termes d'offre de service de SR/PF, counseling. Il s'agit d'un indicateur avec une mise en œuvre continue. Aussi, au regard des données collectées, l'indicateur peut être qualifié de « sur une bonne voie ».

Information fournie par DSI, UNFPA, IntraHealth, MSI BF, Plan International Burkina, HP+, ABBEF, Jhpiego, EH, EquiPop



Renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience y compris la vulgarisation

Seules quatre structures ont pu adresser des actions dans le sens de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience y compris sa vulgarisation. L'on peut alors noter que l'indicateur est en bonne voie

Information fournie par DSF, UNFPA, MdM F, IntraHealth

Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025

Actions de plaidoyer conduites pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs... ;



Le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi a mené des actions de plaidoyer pour le fonctionnement de ses centres jeunes. Aussi, certaines autres organisations contributrices ont mené des actions qui ont concouru à leur permettre de soutenir le fonctionnement des centres jeunes et des espaces sûrs afin de créer les conditions d'un meilleur accès des adolescent-e-s et jeunes aux informations et services de santé sexuelle et reproductive. De ce fait, l'indicateur peut être classé sur une bonne voie en terme de mise en œuvre.

Information fournie par DSF, UNFPA, MSJE, Jhpiego, EquiPop

Mise aux normes des infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes ... ;



Grâce aux soutiens notamment de l'UNFPA, Plan Burkina Faso, MSI BF, ABBEF, des centres jeunes, des structures associatives disposant de centres dédiées aux adolescent-e-s et jeunes ont bénéficié d'équipements pour assurer un bon fonctionnement desdits centres. L'indicateur peut être noté classé comme étant sur une bonne voie.

Information fournie par DSF, UNFPA, MSI BF, ABBEF

Vulgarisation de l'utilisation des TIC pour l'information des adolescents et jeunes (Campagnes digitales ...)



L'utilisation des TIC est une stratégie prometteuse pour toucher les adolescent-e-s et les jeunes. La revue des différentes contributions des parties prenantes indique clairement que des actions concrètes sont menées dans ce sens et ont permis effectivement de toucher la cible à travers différentes stratégies y compris l'utilisation des réseaux sociaux, des plateformes numériques. Cet indicateur peut être considéré comme sur une bonne voie au regard de son caractère permanent.

Information fournie par DSF, UNFPA, URCB/SD, MSJE, PP Global, BURCASO, Jeunes Ambassadeurs, IntraHealth, Plan International Burkina Faso, MSI BF, PROMACO, ST-ATD, ABBEF, SOS/JD, EquiPop

Efforts consentis par les parties prenantes pour l'introduction d'un programme d'EVF dans les milieux scolaires et non scolaires



Le Burkina Faso a opté d'adopter le terme d'éducation à la vie familiale en lieu et place de l'ESC le 07 février 2020. Dans ce sens, des efforts ont été consentis par les parties prenantes impliquées. Sous le leadership du Secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique (ST/ATD) du Ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) et de la Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique (DGREIP) du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN), les acteurs ont conduit le processus ayant abouti à l'élaboration d'un document national d'orientation de l'EVF et son Guide d'utilisation. Les différentes contributions des acteurs telles que décrites ci-dessous permettent d'indiquer que cet indicateur est réalisé.

Information fournie par DSF, UNFPA, URCB/SD, DPP, PP Global, Jeunes Ambassadeurs, MdM, ST-ATD, ABBEF, SOS/JD, Plan International Burkina Faso



GOUVERNANCE & LEADERSHIP



SYSTÈME D'INFORMATION SUR LA SANTÉ



PRESTATION DE SERVICE



RESSOURCES HUMAINES



FINANCE



PRODUITS ET TECHNOLOGIES MÉDICAUX ESSENTIELS

Sur la base du budget de 2021 augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025

Efforts de plaidoyer pour l'augmentation annuelle d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits contraceptifs par l'État.



Le gouvernement du Burkina Faso n'a pas honoré son engagement d'augmenter annuellement d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits PF, car le montant pour les produits contraceptifs reste le même, 900 million FCFA depuis 2021 à la date de ce rapport.

Information fournie par DSF, MdM- F, SOS JD, UNFPA, DPP, Jhpiego, ABBEF

Sessions du comité de veille pour le suivi du niveau de financement pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat



Le comité de veille qui est un comité ad hoc qui est censé s'appuyer sur le comité plaidoyer du COPIL du PN-PF et composé des structures comme ST/ATD, DSF, ABBEF avec l'appui de toute autre structure. Ce comité n'a pu mener des activités au cours de la période sous revue. Il apparaît donc que l'indicateur n'est pas atteint.

Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025

Efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes



Quelques actions ont certes été menées dans le sens de l'insertion d'une ligne dans les budgets des communes selon les informations recueillies auprès des organisations ci-dessus listées. Mais il convient de noter que les efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne soutien à la PF dans les budgets des communes n'ont pas ciblé les ministères des finances et de l'administration territoriales, donc l'indicateur n'est pas sur la bonne voie

Information fournie par SOS/JD, IntraHealth

Efforts de plaidoyer pour amener les sociétés privées à soutenir le financement de la PF



Des informations recueillies, quelques actions de plaidoyer ont été conduites auprès des sociétés privées pour le financement de la PF. Des évidences n'ont pas été communiquées par rapport aux ressources mobilisées. L'indicateur est donc sur la bonne voie en terme de réalisation

Information fournie par SOS/JD, IntraHealth, ST-ATD

Efforts de plaidoyer auprès des autorités communales pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire "soutien à la PF"



Des plaidoyers ont ciblé des autorités communales pour la dotation de ressources en faveur de la PF dans les budgets de ces collectivités. Les retombées ne sont certes pas notées, mais l'on peut indiquer alors que l'indicateur est sur une bonne voie

Information fournie par SOS/JD, IntraHealth, HP+

Compilé avec le soutien de :



PLANIFICATION FAMILIALE

Le Partenariat de Ouagadougou



**Association
Burkinabè pour le
Bien Être Familial
BURKINA FASO**